



Syndicat Local **Force Ouvrière Justice** MA Basse-Terre

Syndicat Local FO Justice

Maison d'Arrêt de Basse-Terre

101 Rue Emilio Martini 97100 Basse-Terre – Téléphone 0590 994420 / 0690 337171 Mail : fo.mabt@gmail.com

MA-BT : RENTRÉE PÉNITENTIAIRE SOUS HAUTE TENSION !

Chers collègues,

Depuis l'ouverture de l'établissement, le bureau local **FO JUSTICE BASTÈ** ne cesse d'alerter sur les difficultés rencontrées quotidiennement par les personnels. Effectifs insuffisants, absentéisme, surcharge de travail, mouvements incessants, tensions en détention, circulation de stupéfiants et de téléphones, armes artisanales, difficultés au parloir, pression permanente sur les brigades et les postes fixes... La liste est longue. Trop longue.

Aujourd'hui, **FO JUSTICE BASTÈ** le dit clairement : **LA SITUATION N'EST PLUS TENABLE !** Ce ne sont plus quelques dysfonctionnements isolés. C'est l'organisation générale de l'établissement qui arrive à saturation. Et pendant que les personnels tiennent la détention à bout de bras, on continue de leur demander toujours davantage, avec toujours moins de marges de manœuvre.

LES PERSONNELS SONT À BOUT : JUSQU'À QUAND ? Surveillance, postes fixes, brigades, personnels administratifs, SPIP, personnels techniques... **TOUS LES SERVICES SONT EN SOUFFRANCE !** En détention, les personnels doivent quotidiennement absorber :

- Une surcharge de travail permanente ;
- Des mouvements toujours plus nombreux ;
- 3 tours de promenade le matin et 3 tours le soir ;
- Des mouvements infirmiers importants ;
- Une population pénale en augmentation ;
- Un absentéisme préoccupant ;
- Des conditions de travail fortement dégradées ;
- Une pression professionnelle permanente.

On demande toujours plus aux mêmes personnels. Mais jusqu'où ? Faudra-t-il attendre une agression grave, un accident ou un drame pour que l'administration reconnaisse enfin l'urgence ?

FO JUSTICE BASTÈ REFUSE D'ATTENDRE LE DRAME ! LA SÉCURITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT EST MISE À MAL : Téléphones portables, stupéfiants, armes artisanales, violences, règlements de comptes, tensions en courserie, en cellule et lors des promenades... Le constat sécuritaire est alarmant. Les personnels ne demandent pas l'impossible. Ils demandent simplement les moyens humains, matériels et organisationnels nécessaires pour assurer leur mission régalienne en toute sécurité. **Un établissement pénitentiaire ne peut pas fonctionner avec la méthode : « ON VERRA BIEN ! »**

LA SÉCURITÉ DES PERSONNELS N'EST PAS NÉGOCIABLE !



L'ACTION, LE RESPECT, L'ÉQUITÉ POUR TOUS LES PERSONNELS

FO JUSTICE BASTÈ réclame depuis des mois une véritable politique de sécurisation de l'établissement. Aujourd'hui, nous demandons : **DES ACTES. PAS DES PROMESSES !**

PENDANT QUE LA DÉTENTION CRAQUE... Pendant que les personnels s'épuisent. Pendant que les mouvements s'accumulent. Pendant que l'absentéisme pèse sur les équipes. Pendant que les tensions et l'insécurité progressent. Pendant que la Guadeloupe connaît une problématique majeure concernant l'accès à l'eau... la priorité semble être ailleurs. **La direction trouve le temps de s'intéresser à la fermeture des robinets du parking. SÉRIEUX ? Voilà donc vos priorités ?** **FO JUSTICE BASTÈ** dénonce une gestion qui donne le sentiment d'être déconnectée des urgences du terrain.

Nous le rappelons clairement : **LES PRIORITÉS SONT : LES EFFECTIFS — LA SÉCURITÉ — LES CONDITIONS DE TRAVAIL !**

Quand la détention est en difficulté, c'est toute la chaîne pénitentiaire qui se retrouve paralysée. Le problème est donc global. La réponse doit l'être également.

LE PROBLÈME N'EST PLUS LE PERSONNEL : C'EST L'ORGANISATION ! Monsieur le Directeur, il est temps de regarder la réalité en face. On ne peut pas continuer à faire fonctionner un établissement neuf avec une organisation qui ne correspond plus aux réalités du terrain. Le personnel ne peut pas être la variable d'ajustement permanente. Lorsqu'un secteur fonctionne encore, la solution ne peut pas être systématiquement de déplacer les difficultés vers un autre service.

À FORCE DE DÉPLACER LES PROBLÈMES, ON NE LES RÈGLE PAS ! **FO JUSTICE BASTÈ** demande une véritable réflexion sur l'organisation globale de l'établissement. Nous demandons notamment :

- Un état des lieux réel et transparent des effectifs et des besoins ;
- Une réévaluation urgente de l'organisation de la détention ;
- Une réflexion sur les promenades et les mouvements ;
- Une réorganisation du secteur vestiaire ;
- Une réorganisation du fonctionnement des parloirs ;
- Des moyens humains adaptés au parloir ;
- Un renforcement concret de la sécurité de l'établissement ;
- Des mesures efficaces contre la circulation des téléphones, stupéfiants et armes ;
- Des moyens supplémentaires pour les services en tension, notamment le SPIP ;
- Une prise en compte réelle de l'absentéisme et de l'épuisement professionnel ;
- Un véritable dialogue social à la hauteur de la situation.

RENTRÉE SCOLAIRE : OÙ EST L'HUMAIN ? Monsieur le Directeur, Le bureau local **FO JUSTICE BASTÈ** a également constaté une situation que nous jugeons particulièrement regrettable concernant les demandes formulées par des personnels souhaitant pouvoir accompagner leurs enfants pour la rentrée scolaire. Nous constatons que certaines demandes semblent être refusées de manière quasi systématique, sans que soit suffisamment prise en considération la situation familiale et humaine des agents. Nous dénonçons ce manque de souplesse et surtout ce que nous considérons comme un manque d'empathie envers les personnels. Alors que ces agents donnent quotidiennement de leur temps, de leur énergie et parfois de leur vie familiale pour

ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES
DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026
JE VOTE **FO Justice**

FO RÉSISTER
FO RIEN LÂCHER ! **Justice**

L'ACTION, LE RESPECT, L'ÉQUITÉ POUR TOUS LES PERSONNELS

assurer la continuité du service public pénitentiaire, nous estimons qu'un minimum de considération doit leur être accordé. Plus inquiétant encore : aucune note de service claire n'a été diffusée à l'ensemble des personnels concernant les dispositions prises pour cette rentrée scolaire. Une communication anticipée aurait pourtant permis d'éviter les incompréhensions et de donner aux agents une visibilité sur les possibilités qui leur sont offertes.

FO JUSTICE BASTÈ demande davantage de dialogue, d'écoute et d'humanité dans la gestion des personnels.

RETRAITES : LE RESPECT ET LA RECONNAISSANCE NE DOIVENT PAS ATTENDRE !

Monsieur le Directeur, Le bureau local **FO JUSTICE BASTÈ** souhaite également dénoncer une situation qui nous paraît profondément regrettable : **le départ de personnels en retraite sans véritable marque de reconnaissance de la part de leur direction.** Après des années, voire des décennies, consacrées au service de l'administration pénitentiaire, ces femmes et ces hommes méritent autre chose qu'un simple départ administratif. Ils ont servi l'institution. Ils ont connu les difficultés, les contraintes, les nuits, les week-ends, les jours fériés, les heures supplémentaires, les situations de tension et les sacrifices personnels. Ils ont contribué à faire fonctionner cet établissement. Et lorsqu'arrive le moment de tourner la page, nous estimons qu'une marque de reconnaissance institutionnelle doit être présente.

FO JUSTICE BASTÈ le dit clairement : **LA RECONNAISSANCE DOIT SE FAIRE AVANT LEUR DÉPART, PAS APRÈS !** Il ne s'agit pas d'une question de protocole ou de cérémonie. Il s'agit simplement de respect humain et professionnel. Un agent qui quitte l'administration après des années de service doit pouvoir partir avec le sentiment que son engagement a été reconnu et apprécié. La reconnaissance ne coûte pas grand-chose. L'absence de reconnaissance, elle, laisse des traces.

UNITÉ DE VIE FAMILIALE : PAS D'OUVERTURE SANS MOYENS ! FO JUSTICE BASTE est également très clair concernant l'Unité de Vie Familiale. **PAS QUESTION D'AJOUTER DE NOUVELLES CHARGES SANS EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES !** Le secteur parloir connaît déjà d'importantes difficultés. Ajouter une nouvelle activité sans renforcer les équipes serait irresponsable. FO JUSTICE BASTE refuse que les personnels soient une nouvelle fois sacrifiés au nom de la continuité du service. **LA CONTINUITÉ DU SERVICE NE PEUT PAS SIGNIFIER L'ÉPUISEMENT DES AGENTS ! ASSEZ DE BRICOLAGE !** Depuis l'ouverture, les personnels font preuve de professionnalisme, de courage et d'abnégation. Ils ont :

- Absorbé les absences ;
- Compensé les sous-effectifs ;
- Encaissé la surcharge de travail ;
- Fait face aux incidents ;
- Assuré les mouvements ;
- Maintenu la continuité du service malgré des conditions toujours plus difficiles.

MAIS AUJOURD'HUI, LA LIMITE EST ATTEINTE ! Le personnel n'est pas responsable des dysfonctionnements organisationnels. Le personnel n'a pas à payer le prix des mauvaises décisions.

DERNIER AVERTISSEMENT !



Le bureau local **FO JUSTICE BASTÈ** continuera d'alerter. Nous continuerons de dénoncer. Nous continuerons de défendre les personnels. Mais nous le disons solennellement : **LA SITUATION EST DÉSORMAIS TROP GRAVE POUR ÊTRE TRAITÉE UNIQUEMENT AU NIVEAU LOCAL !**

Nous demandons aux hautes instances de l'administration pénitentiaire de prendre immédiatement la mesure de la situation et d'intervenir avant qu'un événement grave ne survienne. **IL EST ENCORE TEMPS D'AGIR. MAIS IL FAUT AGIR MAINTENANT !**

POUR FO JUSTICE BASTÈ, LA SÉCURITÉ DES PERSONNELS N'EST PAS NÉGOCIABLE ! DES EFFECTIFS ! DE LA SÉCURITÉ ! UNE ORGANISATION COHÉRENTE ! DU RESPECT POUR LES PERSONNELS !

FO JUSTICE BASTÈ NE LÂCHERA RIEN !

Basse-Terre, le 04 septembre 2026

Le bureau local FO Justice Bastè

